

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 10 februari 2011.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 827

[2011/201372]

17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la méthode de calcul alternative des concepts ou technologies novateurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'article 237/7;
Vu l'avis 49.135/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o,
des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est insérée, sous le Livre V, titre IV, chapitre II, section 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, une nouvelle section rédigée comme suit :

« Section 2/1. — Méthode de calcul alternative

Art. 533/1. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1^o concept constructif ou technologie novateurs : concept de construction ou technologie visés à l'article 237/7;

2^o UBAtc : Union belge pour l'Agrément technique de la Construction;

3^o ATG-E : caractérisation énergétique délivrée par l'UBAtc;

4^o système innovant : concept constructif ou technologie novateurs disposant d'un ATG-E;

5^o bâtiment innovant : bâtiment dont la performance énergétique ne peut, en raison de l'utilisation d'un concept constructif novateur ou d'une technologie novatrice, être évaluée correctement par la méthode de calcul en vigueur;

6^o méthode de calcul alternative : méthode de calcul dûment autorisée par le Ministre pour l'évaluation de la performance énergétique d'un système ou d'un bâtiment innovant;

7^o équivalence : autorisation, donnée par le Ministre, de recourir à une méthode de calcul alternative de la performance énergétique d'un système ou d'un bâtiment innovant.

Sous-section 1^{re}. — Des systèmes innovants

Art. 533/2. Le Ministre peut autoriser le recours à une méthode de calcul alternative de la performance énergétique d'un système innovant pour établir les déclarations PEB initiale et finale, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1^o le concept constructif novateur ou la technologie novatrice dispose d'un ATG-E;

2^o l'application du système innovant permet d'atteindre un niveau de performance énergétique au moins équivalent à celui des systèmes pris en considération dans la méthode de calcul.

Art. 533/3. § 1^{er}. La demande d'équivalence est adressée à l'administration par envoi ou déposée contre accusé de réception.

Le dossier de demande contient au moins :

1^o les nom, prénom, domicile et profession du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination ou raison sociale, son siège social et les coordonnées et qualité du signataire de la demande;

2^o une copie de l'ATG-E et, le cas échéant, copie de l'équivalence ou reconnaissance délivrée par l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement ou par l'Agence flamande de l'Energie;

3^o une description des caractéristiques techniques du concept constructif novateur ou de la technologie novatrice;

4^o un engagement sur l'honneur à respecter les éventuelles conditions d'utilisation de l'équivalence.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier est complet ou incomplet.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Lorsque le dossier est déclaré complet, l'administration vérifie le respect des conditions visées à l'article 533/2 et rend au Ministre un avis sur le bien-fondé de la demande et, le cas échéant, sur les conditions d'utilisation du concept constructif novateur ou de la technologie novatrice à respecter.

§ 3. La décision du Ministre est notifiée au demandeur dans les soixante jours calendriers calculés à partir de la date de l'accusé de réception précisant que le dossier est complet et publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Lorsque l'équivalence est accordée, la décision précise la durée de validité de l'équivalence et les modalités d'intégration des données de la méthode de calcul alternative dans la méthode de calcul visée respectivement aux articles 567 à 570 et 571 à 574.

La décision accordant l'équivalence fait l'objet d'une publication sur le site Internet de l'administration.

Art. 533/4. L'équivalence obtenue conformément à l'article 533/3 pour un concept constructif novateur ou technologie novatrice peut être utilisée par tout déclarant qui a recours au même concept constructif ou à la même technologie, pour autant que les conditions d'utilisation de l'équivalence soient respectées.

Art. 533/5. § 1^{er}. L'équivalence octroyée pour un concept constructif novateur ou technologie novatrice est retirée d'office dès que la méthode de calcul en vigueur intègre la prise en compte du concept constructif ou technologie novateurs.

L'administration adapte son site Internet en conséquence.

§ 2. L'équivalence octroyée pour un concept constructif novateur ou technologie novatrice peut être retirée par le Ministre, sur proposition de l'administration, lorsque celle-ci constate qu'une des conditions visées à l'article 533/2 fait défaut.

L'administration informe, par envoi recommandé, le titulaire de l'équivalence qu'elle considère qu'au moins une des conditions visées à l'article 533/2 fait défaut.

Cet envoi indique les constatations de l'administration, la proposition de retrait envisagée, la date de l'audition où le titulaire de l'équivalence est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat et la manière dont il peut consulter le dossier constitué par l'administration.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au titulaire de l'équivalence dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au titulaire de l'équivalence dans un délai de quarante jours suivant la date de l'audition.

Lorsque l'équivalence est retirée, l'administration adapte son site Internet en conséquence.

Sous-section 2. — Des bâtiments innovants

Art. 533/6. Le Ministre peut autoriser un déclarant PEB à recourir à une méthode de calcul alternative de la performance énergétique d'un bâtiment lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° le bâtiment fait appel à un ou plusieurs concepts constructifs ou technologies novateurs qui, en raison de cette conception, ne permettent pas d'apprécier correctement sa performance énergétique au moyen de la méthode de calcul en vigueur;

2° le bâtiment respecte les exigences en vigueur indépendamment du recours aux concepts constructifs ou technologies novateurs employés;

3° le volume protégé du bâtiment est supérieur ou égal à 3 000 m³;

4° l'économie d'énergie primaire résultant de la valorisation du ou des concepts constructifs ou technologies novateurs est d'au moins 8 %.

Art. 533/7. § 1^{er}. La demande d'équivalence est adressée par le déclarant à l'administration, par envoi ou déposée contre accusé de réception, au plus tard lors de la déclaration PEB initiale.

Le dossier de demande contient au moins :

1° les nom, prénom, domicile et profession du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique, sa dénomination ou raison sociale, son siège social et les coordonnées et qualité du signataire de la demande;

2° une identification précise du bâtiment concerné;

3° une description détaillée des caractéristiques techniques et énergétiques du ou des concepts constructifs ou technologies novateurs appliqués au bâtiment;

4° le calcul de la performance énergétique du bâtiment concerné, sur base des hypothèses les plus favorables de la méthode de calcul en vigueur;

5° le calcul de la performance énergétique du bâtiment concerné, selon la méthode de calcul alternative sollicitée par le demandeur, accompagné d'une note justificative détaillée comprenant au minimum :

a) les hypothèses générales appliquées au bâtiment;

b) l'identification du ou des outils d'évaluation utilisés;

c) les conclusions de la comparaison des résultats, avec et sans application du ou des concepts constructifs ou technologies novateurs, ainsi que l'économie en énergie primaire totale obtenue pour le bâtiment concerné;

6° le cas échéant, une sélection de cas similaires, tels qu'information technique, bibliographie;

7° un engagement sur l'honneur à respecter les éventuelles conditions d'utilisation de l'équivalence.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier est complet ou incomplet.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Lorsque le dossier est déclaré complet, l'administration vérifie le respect des conditions visées à l'article 533/6 en tenant compte des hypothèses utilisées par le demandeur et rend au Ministre un avis sur le bien-fondé de la demande ainsi que, le cas échéant, les conditions d'utilisation du ou des concepts constructifs novateurs ou technologies novatrices à respecter.

§ 3. La décision du Ministre est notifiée au demandeur dans les cent vingt jours calendrier de la date de l'accusé de réception précisant que le dossier est complet et publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Lorsque l'équivalence est accordée, la décision précise les modalités d'intégration des données de la méthode de calcul alternative dans la méthode de calcul visée respectivement aux articles 567 à 570 et 571 à 574.

Art. 533/8. L'équivalence octroyée à un déclarant pour un bâtiment innovant est applicable à ce seul bâtiment.

La performance énergétique réelle du bâtiment lors de la déclaration PEB finale doit être au moins équivalente à la situation décrite dans la demande d'équivalence. »

Art. 2. § 1^{er}. L'article 569, alinéa 1^{er}, 5°, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« 5° la déclaration PEB initiale ainsi que, le cas échéant, copie de la demande d'équivalence visée à l'article 533/7, § 1^{er}, ou, lorsque que le déclarant en dispose, copie de la décision visée à l'article 533/7, § 3; ».

§ 2. L'article 570, 7°, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« 7° le résultat du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration ainsi que, le cas échéant, copie de la décision visée à l'article 533/3, § 3, ou copie de la décision visée à l'article 533/7, § 3, selon le cas; ».

§ 3. L'article 573, alinéa 1^{er}, 5^o, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« 5^o la déclaration PEB initiale ainsi que, le cas échéant, copie de la demande d'équivalence visée à l'article 533/7, § 1^{er}, ou, lorsque que le déclarant en dispose, copie de la décision visée à l'article 533/7, § 3; ».

§ 4. L'article 574, 7^o, du même Code est remplacé par le texte suivant :

« 7^o le résultat du calcul de la PEB en appliquant le logiciel de calcul mis à disposition du responsable PEB par l'administration ainsi que, le cas échéant, copie de la décision visée à l'article 533/3, § 3, ou copie de la décision visée à l'article 533/7, § 3, selon le cas. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Lorsque la déclaration PEB initiale a déjà été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la demande visée à l'article 533/7, § 1^{er}, peut être introduite au plus tard lors de la déclaration PEB finale.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 827

[2011/201372]

17. FEBRUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die alternative Berechnungsmethode für innovative Konzepte oder Technologien

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, Artikel 237/7;

Aufgrund des am 19. Januar 2011 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 49.135/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Unter Buch V, Titel IV, Kapitel II, Abschnitt 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird ein neuer Abschnitt mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 2/1 — Alternative Berechnungsmethode

Art. 533/1 - Zur Ausführung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1^o innovatives Baukonzept oder innovative Technologie: Baukonzept oder Technologie, das bzw. die in Artikel 237/7 erwähnt wird;

2^o UBAtc: "Union belge pour l'Agrément technique de la Construction" (Belgischer Verband für die technische Zulassung im Baufach);

3^o ATG-E: durch die UBAtc erteilte energetische Kennzeichnung;

4^o innovatives System: innovatives Baukonzept oder innovative Technologie, das bzw. die über eine ATG-E verfügt;

5^o innovatives Gebäude: Gebäude, dessen Energieeffizienz wegen der Verwendung eines innovativen Baukonzepts oder einer innovativen Technologie durch die geltende Berechnungsmethode nicht korrekt bewertet werden kann;

6^o alternative Berechnungsmethode: vom Minister ordnungsgemäß zugelassene Methode zur Bewertung der Energieeffizienz eines innovativen Systems oder Gebäudes;

7^o Äquivalenz: vom Minister ordnungsgemäß erteilte Genehmigung, um eine alternative Methode zur Bewertung der Energieeffizienz eines innovativen Systems oder Gebäudes zu verwenden.

Unterabschnitt I — Innovative Systeme

Art. 533/2 - Der Minister kann die Verwendung einer alternativen Berechnungsmethode der Energieeffizienz eines innovativen Systems genehmigen, um die ursprünglichen und endgültigen "P.E.B."-Erklärungen zu erstellen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1^o das innovative Baukonzept oder die innovative Technologie verfügt über eine ATG-E;

2^o die Anwendung des innovativen Systems erlaubt, ein Niveau der Energieeffizienz zu erreichen, das mindestens demjenigen der in der Berechnungsmethode berücksichtigten Systeme entspricht.

Art. 533/3 - § 1 - Der Äquivalenzantrag wird an die Verwaltung per Einsendung gerichtet oder gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Die Antragsakte enthält mindestens:

1^o den Namen, Vornamen, Wohnsitz und Beruf des Antragstellers oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre Rechtsform, Bezeichnung oder Gesellschaftsname, ihren Gesellschaftssitz und die Personalien des Unterzeichners des Antrags;

2^o eine Abschrift der ATG-E und ggf. eine Abschrift der durch das "Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement" (Brüsseler Institut für Umweltverwaltung) oder durch die "Vlaams Energieagentschap" (Flämische Energieagentur) erteilten Äquivalenz oder Anerkennung;

3^o eine Beschreibung der technischen Eigenschaften des innovativen Baukonzepts oder der innovativen Technologie;

4° eine Verpflichtung auf Ehrenwort, die eventuellen Verwendungsbedingungen der Äquivalenz einzuhalten.

§ 2 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Akte vollständig oder unvollständig sind.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird es mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag ihres Erhalts wieder aufgenommen wird.

Wenn die Akte für vollständig erklärt wird, so überprüft die Verwaltung die Einhaltung der in Artikel 533/2 erwähnten Bedingungen und gibt dem Minister ein Gutachten über die Begründetheit des Antrags und ggf. über die einzuhaltenden Verwendungsbedingungen des innovativen Baukonzepts oder der innovativen Technologie ab.

§ 3 - Die Entscheidung des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb von sechzig Kalendertagen ab dem Datum der Empfangsbestätigung, durch die erklärt wird, dass die Akte vollständig ist, zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht.

Wenn die Äquivalenz erteilt wird, werden in der Entscheidung die Gültigkeitsdauer der Äquivalenz und die Modalitäten für die Aufnahme der Daten der alternativen Berechnungsmethode in die jeweils in den Artikeln 567 bis 570 und 571 bis 574 erwähnten Berechnungsmethode angegeben.

Die Entscheidung zur Erteilung der Äquivalenz ist Gegenstand einer Veröffentlichung auf der Internet-Webseite der Verwaltung.

Art. 533/4 - Die gemäß Artikel 533/3 erhaltene Äquivalenz für ein innovatives Baukonzept oder eine innovative Technologie kann von jedem Erklärungspflichtigen, der das gleiche innovative Baukonzept oder die gleiche innovative Technologie verwendet, benutzt werden, vorausgesetzt, dass die Verwendungsbedingungen der Äquivalenz beachtet werden.

Art. 533/5 - § 1 - Die für ein innovatives Baukonzept oder eine innovative Technologie erteilte Äquivalenz wird vom Amt wegen entzogen, sobald die geltende Berechnungsmethode die Berücksichtigung des innovativen Baukonzepts oder der innovativen Technologie einbezieht.

Die Verwaltung passt ihre Website entsprechend an.

§ 2 - Die für ein innovatives Baukonzept oder eine innovative Technologie erteilte Äquivalenz kann vom Minister auf Vorschlag der Verwaltung entzogen werden, wenn diese feststellt, dass eine der in Artikel 533/2 erwähnten Bedingungen fehlt.

Die Verwaltung teilt dem Inhaber der Äquivalenz per Einschreiben mit, dass sie erachtet, dass mindestens eine der in Artikel 533/2 erwähnten Bedingungen fehlt.

In dieser Sendung werden die Feststellungen der Verwaltung, der in Betracht gezogene Entzugsvorschlag, das Datum der Anhörung, an dem der Inhaber der Äquivalenz ersucht wird, ggf. mit seinem Anwalt seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie er die von der Verwaltung angelegte Akte einsehen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Das Protokoll wird dem Inhaber der Äquivalenz innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister sendet dem Inhaber der Äquivalenz seine Entscheidung innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach dem Datum der Anhörung.

Wenn die Äquivalenz entzogen wird, passt die Verwaltung ihre Website entsprechend an.

Unterabschnitt 2 — Innovative Gebäude

Art. 533/6 - Der Minister kann einem PEB-Erklärungspflichtigen erlauben, eine alternative Berechnungsmethode der Energieeffizienz eines Gebäudes zu verwenden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° für das Gebäude werden ein oder mehrere innovative Baukonzepte oder innovative Technologien eingesetzt, die wegen dieses Entwerfens es nicht erlauben, seine Energieeffizienz anhand der geltenden Berechnungsmethode korrekt zu bewerten.

2° das Gebäude erfüllt die geltenden Anforderungen ungeachtet der Verwendung der innovativen Baukonzepte oder innovativen Technologien;

3° das geschützte Volumen des Gebäudes beträgt mindestens 3 000 m³;

4° die Primärenergieeinsparung, die sich aus der Bewertung des bzw. der innovativen Baukonzepte oder innovativen Technologien ergibt, beträgt mindestens 8%.

Art. 533/7 - § 1 - Der Äquivalenzantrag wird vom Erklärungspflichtigen spätestens zum Zeitpunkt der ursprünglichen PEB-Erklärung an die Verwaltung per Einsendung gerichtet oder gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Die Antragsakte enthält mindestens:

1° den Namen, Vornamen, Wohnsitz und Beruf des Antragstellers oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre Rechtsform, Bezeichnung oder Gesellschaftsname, ihren Gesellschaftssitz und die Personalien des Unterzeichners des Antrags;

2° eine genaue Identifizierung des betroffenen Gebäudes;

3° eine ausführliche Beschreibung der technischen und energetischen Merkmale des bzw. der innovativen Baukonzepte oder Technologien, die in dem Gebäude eingesetzt werden;

4° die Berechnung der Energieeffizienz des betroffenen Gebäudes, auf der Grundlage der günstigsten Hypothesen der geltenden Berechnungsmethode;

5° die Berechnung der Energieeffizienz des betroffenen Gebäudes nach der alternativen Berechnungsmethode, die vom Antragsteller beantragt wurde, zusammen mit einer ausführlichen Begründungsnotiz, die mindestens Folgendes umfasst:

a) die allgemeinen Hypothesen, die auf das Gebäude angewandt werden;

b) die Identifizierung des bzw. der benutzten Bewertungsmittel;

c) die Schlussfolgerungen des Vergleichs der Ergebnisse, mit und ohne Anwendung des bzw. der innovativen Baukonzepte oder Technologien, sowie die für das betroffene Gebäude erreichte Gesamteinsparung von Primärenergie;

6° ggf. eine Auswahl von ähnlichen Fällen, z.B. technische Information, Bibliographie;

7° eine Verpflichtung auf Ehrenwort, die eventuellen Verwendungsbedingungen der Äquivalenz einzuhalten.

§ 2 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt des Antrags stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Akte vollständig oder unvollständig sind.

Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird es mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag ihres Erhalts wieder aufgenommen wird.

Wenn die Akte für vollständig erklärt wird, so überprüft die Verwaltung die Einhaltung der in Artikel 533/6 erwähnten Bedingungen unter Berücksichtigung der vom Antragsteller benutzten Hypothesen und gibt dem Minister ein Gutachten über die Begründetheit des Antrags und ggf. über die einzuhaltenden Verwendungsbedingungen des innovativen Baukonzepts oder der innovativen Technologie ab.

§ 3 - Die Entscheidung des Ministers wird dem Antragsteller innerhalb von 120 Kalendertagen ab dem Datum der Empfangsbestätigung, durch die erklärt wird, dass die Akte vollständig ist, zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise veröffentlicht.

Wenn die Äquivalenz erteilt wird, werden in der Entscheidung die Modalitäten für die Aufnahme der Daten der alternativen Berechnungsmethode in die jeweils in den Artikeln 567 bis 570 und 571 bis 574 erwähnten Berechnungsmethode angegeben.

Art. 533/8 - Die einem Erklärungspflichtigen für ein innovatives Gebäude erteilte Äquivalenz findet ausschließlich auf dieses Gebäude Anwendung.

Die wirkliche Energieeffizienz des Gebäudes bei der endgültigen PEB-Erklärung muss mindestens der in dem Antrag auf eine Äquivalenz beschriebenen Lage entsprechen. "

Art. 2 - § 1 - Artikel 569 Absatz 1 5° desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«5° die ursprüngliche PEB-Erklärung sowie ggf. eine Abschrift des in Artikel 533/7 § 1 erwähnten Äquivalenzantrags oder, wenn der Erklärungspflichtige darüber verfügt, eine Abschrift der in Artikel 533/7 § 3 erwähnten Entscheidung;».

§ 2 - Artikel 570 7° desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«7° das Ergebnis der PEB-Berechnung nach Anwendung der Berechnungssoftware, die von der Verwaltung dem PEB-Verantwortlichen zur Verfügung gestellt wird, sowie ggf. eine Abschrift der in Artikel 533/3 § 3 erwähnten Entscheidung oder eine Abschrift der in Artikel 533/7 § 3 erwähnten Entscheidung, je nach Fall;».

§ 3 - Artikel 573 Absatz 1 5° desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«5° die ursprüngliche PEB-Erklärung sowie ggf. eine Abschrift des in Artikel 533/7 § 1 erwähnten Äquivalenzantrags oder, wenn der Erklärungspflichtige darüber verfügt, eine Abschrift der in Artikel 533/7 § 3 erwähnten Entscheidung; ».

§ 4 - Artikel 574 7° desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«7° das Ergebnis der PEB-Berechnung nach Anwendung der Berechnungssoftware, die von der Verwaltung dem PEB-Verantwortlichen zur Verfügung gestellt wird, sowie ggf. eine Abschrift der in Artikel 533/3 § 3 erwähnten Entscheidung oder eine Abschrift der in Artikel 533/7 § 3 erwähnten Entscheidung, je nach Fall. »

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wenn die ursprüngliche PEB-Erklärung bereits vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, kann der in Artikel 533/7 § 1 erwähnte Antrag spätestens zum Zeitpunkt der endgültigen PEB-Erklärung eingereicht werden.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 827

[2011/201372]

17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de alternatieve berekeningsmethode van de vernieuwende concepten of technologieën

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, artikel 237/7;

Gelet op het advies nr. 49.135/4 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Boek V, titel IV, hoofdstuk II, afdeling 2, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie wordt aangevuld met een nieuwe afdeling, luidend als volgt :

« *Afdeling 2/1.* — Alternatieve berekeningsmethode

Art. 533/1. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° innovatief bouwconcept of innovatieve technologie : bouwconcept of technologie bedoeld in artikel 237/7;

2° BUtgb : Belgische Unie voor de Technische Goedkeuring in de Bouw;

3° ATG-E : energetische karakterisering afgeleverd door de BUtgb;

4° innovatief systeem : innovatief bouwconcept of innovatieve technologie dat/die beschikt over een ATG-E;

5° innovatief gebouw : gebouw waarvan de energieprestatie wegens de toepassing van een innovatief bouwconcept of een innovatieve technologie niet nauwkeurig beoordeeld kan worden aan de hand van de geldende berekeningsmethode :

6° alternatieve berekeningsmethode : methode die door de Minister behoorlijk goedgekeurd is voor de beoordeling van de energieprestatie van een innovatief systeem of innovatief gebouw;

7° gelijkwaardigheid : toestemming, die door de Minister gegeven wordt, om gebruik te maken van een alternatieve methode voor de berekening van de energieprestatie van een innovatief systeem of innovatief gebouw.

Onderafdeling 1. — Innovatieve systemen

Art. 533/2. De Minister kan zijn toestemming geven voor de toepassing van een alternatieve methode ter berekening van de energieprestatie van een innovatief systeem om de EPG-begin- en slotaangiften vast te leggen wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het innovatieve bouwconcept of de innovatieve technologie beschikt over een ATG-E;

2° door de toepassing van het innovatieve systeem kan een energieprestatieniveau gehaald worden dat minstens gelijkwaardig is aan dat van de systemen die in de berekeningsmethode in aanmerking genomen worden.

Art. 533/3. § 1. De gelijkwaardigheidsaanvraag wordt per post aan de administratie gericht of tegen ontvangstbewijs bij de administratie afgegeven.

Het aanvraagdossier bevat op zijn minst :

1° de naam, de voornaam, de woonplaats en het beroep van de aanvrager of, indien het gaat om een rechtspersoon, de juridische vorm, de benaming of handelsnaam, de maatschappelijke zetel, de persoonsgegevens en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° een afschrift van de ATG-E en, desgevallend, een afschrift van de gelijkwaardigheid of erkenning afgegeven door het Brussels Instituut voor Milieubeheer of door het Vlaams Energieagentschap;

3° een omschrijving van de technische kenmerken van het innovatieve bouwconcept of de innovatieve technologie;

4° een verbintenis op erewoord tot inachtneming van de eventuele voorwaarden voor het gebruik van de gelijkwaardigheid.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

Indien het dossier volledig is, gaat de administratie na of voldaan is aan de voorwaarden bedoeld in artikel 533/2 en geeft ze de Minister advies over de gegrondheid van de aanvraag en, desgevallend, over de te vervullen voorwaarden voor het gebruik van het innovatieve bouwconcept of de innovatieve technologie.

§ 3. De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager meegedeeld binnen 60 kalenderdagen, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is, en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Wanneer de gelijkwaardigheid toegekend wordt, vermeldt de beslissing de geldigheidsduur van de gelijkwaardigheid en de modaliteiten tot opneming van de gegevens van de alternatieve berekeningsmethode in de berekeningsmethode bedoeld in de artikelen 567 tot 570 en 571 tot 574.

De beslissing tot toekenning van de gelijkwaardigheid wordt bekendgemaakt op de internetsite van de administratie.

Art. 533/4. De gelijkwaardigheid verkregen overeenkomstig artikel 533/3 voor een innovatief bouwconcept of een innovatieve technologie kan gebruikt worden door elke aangever die gebruik maakt van hetzelfde bouwconcept of van dezelfde technologie, voor zover de voorwaarden voor het gebruik van de gelijkwaardigheid vervuld zijn.

Art. 533/5. § 1. De gelijkwaardigheid toegekend voor een innovatief bouwconcept of een innovatieve technologie wordt ambtshalve ingetrokken zodra de geldende berekeningsmethode het in aanmerking nemen van het innovatieve bouwconcept of de innovatieve technologie opneemt.

De administratie past haar internetsite dienovereenkomstig aan.

§ 2. De gelijkwaardigheid toegekend voor een innovatief bouwconcept of een innovatieve technologie kan door de Minister op voorstel van de administratie ingetrokken worden indien zij vaststelt dat één van de voorwaarden bedoeld in artikel 533/2 niet vervuld is.

De administratie laat de houder van de gelijkwaardigheid bij aangetekend schrijven weten dat zij acht dat één van de voorwaarden bedoeld in artikel 533/2 niet vervuld is.

Die verzending vermeldt de vaststellingen van de administratie, het overwogen voorstel tot intrekking, de datum van het verhoor waarop de houder van de gelijkwaardigheid erom verzocht wordt zijn opmerkingen te laten gelden, desgevallend in aanwezigheid van zijn raadsman, en hoe hij inzage kan nemen van het dossier dat door de administratie is aangelegd.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. Dat proces-verbaal wordt binnen twintig dagen na het verhoor medegedeeld aan de houder van de gelijkwaardigheid.

De Minister stuurt zijn beslissing naar de houder van de gelijkwaardigheid binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen van de datum van het verhoor.

Wanneer de gelijkwaardigheid ingetrokken wordt, past de administratie haar internetsite dienovereenkomstig aan.

Onderafdeling 2. — Innovatieve gebouwen

Art. 533/6. De Minister kan een EPG-aangever toestemming geven om gebruik te maken van de alternatieve methode voor de berekening van de energieprestatie van een gebouw wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het gebouw maakt gebruik van één of meerdere innovatieve bouwconcepten of innovatieve technologieën die het wegens die conceptie niet mogelijk maken de energieprestatie ervan nauwkeurig te beoordelen aan de hand van de geldende berekeningsmethode;

2° het gebouw voldoet aan de geldende eisen afgezien van het gebruik van de gehanteerde innovatieve bouwconcepten of innovatieve technologieën;

3° het beschermde volume van het gebouw is gelijk aan 3 000 m³ of meer;

4° de primaire energiebesparing die voortvloeit uit de opwaardering van het (de) innovatieve bouwconcept(en) of innovatieve technologie(ën) bedraagt minstens 8 %.

Art. 533/7. § 1. De aanvraag tot gelijkwaardigheid wordt uiterlijk bij de oorspronkelijke EPG-aangifte door de aangever per post aan de administratie gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven.

Het aanvraagdossier bevat op zijn minst :

1° de naam, de voornaam, de woonplaats en het beroep van de aanvrager of, indien het gaat om een rechtspersoon, de juridische vorm, de benaming of handelsnaam, de maatschappelijke zetel, de persoonsgegevens en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

2° de nauwkeurige identificatie van betrokken gebouw;

3° een uitvoerige omschrijving van de technische en energetische kenmerken van het (de) innovatieve bouwconcept(en) of innovatieve technologie(ën) toegepast op het gebouw;

4° de berekening van de energieprestatie van betrokken gebouw, op basis van de gunstigste hypothesen van de geldende berekeningsmethode;

5° de berekening van de energieprestatie van betrokken gebouw volgens de alternatieve berekeningsmethode waarom de aanvrager verzoekt, vergezeld van een uitvoerige bewijsnota, omvat op zijn minst :

a) de algemene hypothesen toegepast op het gebouw;

b) de identificatie van het (de) gebruikte beoordelingsinstrument(en);

c) de conclusies na vergelijking van de resultaten, al dan niet met toepassing van het (de) innovatieve bouwconcept(en) of innovatieve technologieën, alsook de totale primaire energiebesparing verkregen voor betrokken gebouw;

6° desgevallend, een selectie van gelijksoortige gevallen, zoals technische informatie, bibliografie;

7° een verbintenis op erewoord tot inachtneming van de eventuele voorwaarden voor het gebruik van de gelijkwaardigheid.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

Indien het dossier volledig verklaard wordt, gaat de administratie na of voldaan is aan de voorwaarden bedoeld in artikel 533/6, rekening houdend met de door de aanvrager gebruikte hypothesen, en geeft ze de Minister advies over de gegrondheid van de aanvraag en, desgevallend, over de te vervullen voorwaarden voor het gebruik van het (de) innovatieve bouwconcept(en) of innovatieve technologieën.

§ 3. De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager medegedeeld binnen 120 kalenderdagen, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst waarin vermeld wordt dat het dossier volledig is, en bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Wanneer de gelijkwaardigheid toegekend wordt, vermeldt de beslissing de modaliteiten tot opneming van de gegevens van de alternatieve berekeningsmethode in de berekeningsmethode bedoeld in de artikelen 567 tot 570 en 571 tot 574.

Art. 533/8. De gelijkwaardigheid die voor een innovatief gebouw aan een aangever toegekend wordt is slechts op dat gebouw toepasselijk.

De reële energieprestatie van het gebouw bij de EPG-slotaangifte moet minstens gelijkwaardig zijn aan de toestand omschreven in de aanvraag tot gelijkwaardigheid. »

Art. 2. § 1. Artikel 569, eerste lid, 5°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 5° de oorspronkelijke EPG-aangifte, alsook, desgevallend, een afschrift van de aanvraag tot gelijkwaardigheid bedoeld in artikel 533/7, § 1, of, wanneer de aangever erover beschikt, een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/7, § 3; ».

§ 2. Artikel 570, 7°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 7° het resultaat van de berekening van de EPG d.m.v. de berekeningssoftware die de administratie ter beschikking van de EPG-verantwoordelijke stelt, alsook, desgevallend, een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/3, § 3, of een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/7, § 3, al naar gelang van het geval; ».

§ 3. Artikel 573, eerste lid, 5°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 5° de oorspronkelijke EPG-aangifte, alsook, desgevallend, een afschrift van de aanvraag tot gelijkwaardigheid bedoeld in artikel 533/7, § 1, of, wanneer de aangever erover beschikt, een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/7, § 3; ».

§ 4. Artikel 574, 7°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 7° het resultaat van de berekening van de EPG d.m.v. de berekeningssoftware die de administratie ter beschikking van de EPG-verantwoordelijke stelt, alsook, desgevallend, een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/3, § 3, of een afschrift van de beslissing bedoeld in artikel 533/7, § 3, al naar gelang van het geval; ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Wanneer de oorspronkelijke EPG-aangifte voor de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, kan de aanvraag bedoeld in artikel 533/7, § 1, uiterlijk bij de EPG-slotaangifte ingediend worden.

Art. 4. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET